

AFGHANISTAN

Une intervention urgente est nécessaire pour améliorer les conditions carcérales

Index AI : ASA 11/004/02

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International s'est alarmée aujourd'hui (vendredi 1^{er} février 2002) des conditions carcérales en Afghanistan, qui mettent la vie des prisonniers en danger. Les personnes qui ont visité les lieux de détention ont indiqué qu'ils étaient dangereusement surpeuplés, que les prisonniers manquaient de nourriture adaptée et de médicaments et qu'ils n'étaient pas protégés contre un hiver rigoureux.

L'Accord de Bonn prévoit que le gouvernement par intérim de l'Afghanistan est officiellement responsable des lieux de détention. Cependant, aux termes de la législation internationale, les États-Unis continuent d'être responsables du bien-être des prisonniers qui étaient entre leurs mains avant d'être remis à une autre partie. Les autres gouvernements dont les troupes ont détenu et transmis des prisonniers ont la même responsabilité. C'est le cas notamment du gouvernement du Canada et de celui du Pakistan.

Les États-Unis ont une influence non négligeable sur le sort réservé aux personnes détenues dans des installations gérées par les autorités afghanes. Selon certaines informations, le personnel américain a interrogé des détenus de la prison de Chibarghan puis a conduit plusieurs d'entre eux dans un bâtiment de l'aéroport de Kandahar placé sous l'autorité des États-Unis, avant de les envoyer en avion au centre de détention de la base américaine de Guantánamo, à Cuba. Le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld a indiqué le 30 janvier 2002 que les États-Unis avaient un droit de regard sur les milliers de personnes détenues en Afghanistan, y compris sur celles aux mains

des Afghans. Il a précisé que les États-Unis effectuaient un tri parmi les détenus, qu'ils remettaient aux Afghans ou aux Pakistanais ceux qu'ils considéraient comme des pions des talibans et qu'ils essayaient d'identifier et gardaient les talibans ayant joué un rôle clé ou les membres d'*Al Qaida*.

Amnesty International est très préoccupée par les conditions qui règnent dans le bâtiment de l'aéroport de Kandahar placé sous l'autorité des États-Unis depuis la mi-décembre. Des journalistes qui étaient présents lorsque les détenus ont été conduits à cet aéroport en décembre ont déclaré que les prisonniers avaient les yeux bandés et qu'ils étaient bâillonnés et enchaînés aux poignets et aux chevilles tout en étant attachés les uns aux autres. Ils seraient détenus sur la terre battue, dans des cellules faites de barbelé, dans un ancien entrepôt non chauffé dont l'intérieur serait éclairé vingt-quatre heures sur vingt-quatre par de puissantes lampes à halogène.

Amnesty International considère que tous les combattants capturés ou détenus par les États-Unis ou d'autres forces présentes en Afghanistan devraient a priori être considérés comme des prisonniers de guerre. Les États-Unis sont tenus de s'assurer que tous les prisonniers de guerre qu'ils ont remis aux autorités afghanes sont traités dans le respect des Conventions de Genève. Les autorités américaines devraient enquêter immédiatement sur les informations qui ont été portées à leur attention au sujet de conditions carcérales inhumaines et elles devraient prendre sans délai des mesures pour que soient respectées les normes internationales dans ce domaine. Les prisonniers doivent recevoir une nourriture et des vêtements adaptés, de l'eau propre et des soins médicaux. Ils doivent être logés dans des locaux qui ne soient pas surpeuplés et qui protègent leurs occupants contre les intempéries.

Amnesty International a mis l'accent sur le fait que les États-Unis et la communauté internationale devaient user de leur

influence sur les autorités afghanes et leur fournir les ressources nécessaires pour que toutes les personnes privées de liberté en Afghanistan soient traitées humainement. Il est essentiel que tous les lieux de détention soient inspectés par des experts indépendants qui puissent divulguer les résultats de ces inspections et alerter les autorités sur les problèmes les plus graves. Ce n'est pas parce qu'on est incarcéré, que soit comme suspect de droit ou comme prisonnier de guerre, que l'on doit risquer de mourir de maladie ou du fait des intempéries.

Une équipe de l'organisation Médecins pour les droits de l'homme qui s'est rendue à la prison de Chibarghan dans le nord de l'Afghanistan vient de signaler que des maladies – dysenterie, pneumonie et hépatite notamment – étaient endémiques, l'eau insalubre et les installations sanitaires pratiquement inexistantes. Le responsable des lieux a déclaré à l'équipe que de « nombreux » prisonniers étaient déjà morts mais que la communauté internationale n'avait pratiquement rien fait lorsqu'il avait demandé de l'aide pour faire face à cette situation. Initialement prévue pour recevoir 800 prisonniers, la prison en héberge actuellement plus de 3000 ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>